

Burundi : l'opposition demande l'annulation du scrutin, entaché de "fraudes"

@rib News, 25/05/2010 â€“ Source AFPL l'opposition burundaise a demandé mardi l'annulation des élections communales de lundi, accusant le parti au pouvoir CNDD-FDD du président Pierre Nkurunziza, donné largement en tête, d'avoir orchestré des "fraudes massives". "Les partis d'opposition rejettent en bloc les résultats provisoires qui ont été proclamés (mardi) par la Ceni (commission électorale) en raison de fraudes massives orchestrées par le parti au pouvoir et qui ont entaché ce scrutin", selon la déclaration signée par huit partis.

Ces derniers demandent à la Ceni d'annuler le scrutin et d'en organiser un nouveau, couplé avec l'élection présidentielle prévue le 28 juin. "Les gens inscrits pour cette élection étaient au nombre de 3,5 millions mais ceux qui se sont présentés au vote hier approchent les 4 millions", ont dénoncé les partis d'opposition. Mardi, la vice-présidente de la Ceni Marguerite Bukuru a confirmé une très forte participation des électeurs, "aux environs de 92 %". L'Union européenne, qui a dépêché sur place la principale mission d'observation électorale au Burundi avec 110 membres, a pour sa part prévu de se prononcer jeudi sur la régularité du scrutin. La contestation du déroulement de ces élections locales par l'opposition burundaise risque de tendre la situation dans ce petit pays d'Afrique centrale qui entamait lundi un marathon électoral censé consolider une paix fragile au sortir d'une guerre civile meurtrière (1993-2006). Les principaux partis d'opposition au pouvoir figurent parmi les signataires de cette déclaration commune : les Forces nationales de libération (FNL), le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), le Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) ou encore l'Union pour la paix et le développement (UPD). Mardi, le parti du président Pierre Nkurunziza arrivait largement en tête dans 57 des 70 communes dont les résultats avaient été dépouillés, sur un total de 129 communes, avec plus de 70% des voix en moyenne, selon des résultats officiels collectés par les médias burundais et confirmés par la commission électorale. Présenté comme le principal rival du parti au pouvoir, les FNL obtenaient entre 15 et 20% des suffrages, selon ces résultats partiels. Ce scrutin, sécurisé par l'armée et la police, a donné le coup d'envoi d'un marathon électoral de plusieurs mois avec notamment l'élection présidentielle le 28 juin, pour laquelle M. Nkurunziza est candidat à sa propre succession, et des législatives le 23 juillet. Les ex-rebellions issues de la majorité hutu du pays, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) et les FNL, sont considérées comme les deux principales forces politiques du pays. Le Burundi a basculé dans une guerre civile particulièrement brutale (300.000 morts) en 1993, après l'assassinat par l'armée, alors dominée par la minorité tutsi, du premier président démocratiquement élu, le hutu Melchior Ndadaye. La population du Burundi -- 8,5 millions d'habitants -- est d'origine hutu à 85%, les Tutsi représentant une minorité. Le système électoral mis en place depuis la fin de la guerre civile prévoit une certaine pondération des résultats en fonction de l'origine communautaire des candidats, dans le but d'éviter de nouvelles tensions.